

## LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE CHARGÉ DE LA  
CONSTRUCTION ET DU DÉVELOPPEMENT URBAIN DE HONGRIE,  
L'HON. KALMAN ABRAHAM

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Avant d'amorcer la période de questions, permettez-moi de demander aux députés de se joindre à moi pour signaler la présence dans notre tribune d'un visiteur distingué ainsi que d'une délégation de ses ministres qui sont ici en visite officielle. Je signale la présence à la tribune du ministre chargé de la construction et du développement urbain de Hongrie, l'hon. Kalman Abraham.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA DÉCISION D'AIDER FINANCIÈREMENT LA SYSCO À  
MODERNISER SON USINE

**M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, d'après le *Post* du Cap-Breton, le ministre aurait fait la déclaration suivante à l'occasion de la visite qu'il a faite au Cap-Breton le mardi 28 novembre 1978:

On décidera avant la fin de l'année si la société Sydney Steel recevra les fonds qui doivent lui permettre d'apporter à son usine les transformations nécessaires pour pouvoir honorer un contrat de vente portant sur une période de dix ans, dont dépend l'avenir de l'entreprise.

Nous voilà au milieu de février et aucune décision n'a encore été annoncée à ce sujet. Le ministre peut-il nous expliquer ce retard; peut-il préciser si l'on peut s'attendre à ce que cette décision capitale pour le Cap-Breton et la Nouvelle-Écosse soit prise sous peu?

[Français]

**L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale):** En effet, monsieur le président, je me souviens très bien avoir fait allusion à la possibilité et à l'espoir que j'avais de conclure les négociations à ce moment-là. Mais depuis le mois de novembre, à la suite de rencontres avec le premier ministre de la Nouvelle-Écosse à ce sujet, nous avons dû mettre en place un petit groupe de travail qui a revu les propositions déjà existantes et qui s'est engagé dans un procédé de renégociations non seulement d'un certain contrat qui avait été à ce moment-là négocié mais aussi d'autres propositions de contrats avec d'autres acheteurs éventuels des produits. Nous espérons qu'au cours des prochains jours, et je dis bien au cours des prochains jours, avoir le résultat de ces analyses. Je pourrai à ce moment-là recommander à mes collègues du cabinet des mesures que le gouvernement pourra prendre à l'égard de cette proposition.

[Traduction]

**M. Hogan:** Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le ministre pour ces renseignements. Peut-il me dire si cette réponse confirme nos craintes, à savoir que toute l'usine de la société Sysco pourrait être obligée de fermer ses portes si la société Sysco de Nouvelle-Écosse et la société Tisco de Colom-

## Questions orales

bie-Britannique n'arrivent pas à s'entendre d'ici quelques semaines?

\* \* \*

## L'ÉNERGIE

L'IMPORTATION DE BRUT MEXICAIN CETTE ANNÉE

**M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il a dit hier et répété aujourd'hui qu'à la suite des négociations avec la société nationale des pétroles du Mexique, le brut mexicain pourrait être importé au Canada avant la fin de l'année. Étant donné que les renseignements qui nous avaient été communiqués précédemment, tant par le Mexique que par les sociétés pétrolières canadiennes, indiquaient que ce pétrole ne serait pas disponible avant le deuxième trimestre de 1980 au plus tôt, je me demande si le ministre pourrait dire à la Chambre quelle quantité nous cherchons à obtenir pour cette année, et combien de pétrole mexicain nous comptons obtenir grâce à ces négociations cette année, c'est-à-dire en 1979.

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie):** Monsieur l'Orateur, l'accord sur lequel portaient les entretiens et qui a été conclu quand je me suis rendu au Mexique au début de janvier, stipule que le Canada garantit aux Mexicains un marché de 100,000 barils par jour et que les Mexicains garantissent des livraisons de 100,000 barils par jour.

● (1440)

Le gouvernement mexicain a dit qu'il serait en mesure de commencer à livrer de 15,000 à 20,000 barils par jour vers la fin de la présente année, mais très à la fin. De plus, il s'attend que nous puissions obtenir nos 100,000 barils par jour à la fin de 1980 ou au début de 1981.

**M. Lawrence:** Quelle est la pénurie qu'on escompte devoir combler à cause de l'arrêt de la production en Iran?

**M. Gillespie:** Monsieur l'Orateur, il est impossible pour l'instant de répondre de façon précise à cette question, ne serait-ce que pour la seule raison qu'il serait impossible d'estimer combien de temps la crise durera en Iran et quand la production pourra reprendre. Jusqu'ici, les autres pays de l'OPEP, surtout l'Arabie Saoudite, ont pallié à la pénurie en accroissant leur production. Comme je l'ai aussi indiqué à la Chambre, on comble aussi une partie de la pénurie en prélevant sur les stocks. Je crois bien que, si la production recommence assez tôt en Iran, les mesures déjà prises au Canada seront suffisantes.

Nous pourrions peut-être nous en sortir avec moins de dégâts que la plupart des autres pays parce que nous avons une possibilité que la plupart des autres n'ont pas, c'est-à-dire que nous avons un certain surplus de capacité de production, certains surplus de pétrole toujours enfouis dans le sol plutôt qu'entreposés sur terre, auxquels nous pouvons actuellement faire appel au cours de ce qui, j'espère, ne sera qu'une situation temporaire.